

Unité départementale de la Loire-Atlantique  
5 rue Françoise Giroud  
CS 16326  
44036 NANTES Cedex 2

NANTES, le 24/01/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 15/01/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **BIOCENTRE DE L'OUEST**

La Clarté  
44410 Herbignac

Références : N3-2024-73-RapportInspection  
Code AIOT : 0006310797

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/01/2024 dans l'établissement BIOCENTRE DE L'OUEST implanté La Clarté 44410 Herbignac. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Visite inscrite initialement au plan de surveillance 2023 de l'inspection des installations classées

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- BIOCENTRE DE L'OUEST
- La Clarté 44410 Herbignac
- Code AIOT : 0006310047
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Déchets

### **2) Constats**

#### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas

un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Garanties financières	Arrêté Préfectoral du 21/03/2019, article 1.6.4	Demande d'action corrective	30 jours
4	Admission et caractérisation des déchets	Arrêté Préfectoral du 21/03/2019, articles 9.3.1, 9.3.3, 9.3.4 et 9.3.5	Demande de justificatif à l'exploitant	30 jours
6	Prévention de la pollution des eaux	Arrêté Préfectoral du 21/03/2019, article 4.3.9.3	Demande de justificatif à l'exploitant	30 jours

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
9	Prévention de la pollution atmosphérique	Arrêté Préfectoral du 21/03/2019, articles 3.2.2.1 et 3.2.3	Demande d'action corrective	30 jours

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 21/03/2019, article 1.2.2	Sans objet	
3	Traçabilité des terres excavées	Code de l'environnement, article R 541-43	Sans objet	
5	Prélèvement et consommation d'eaux	Arrêté Préfectoral du 21/03/2019, article 4.1.1	Sans objet	
7	Gestion des effluents	Arrêté Préfectoral du 21/03/2019, articles 4.3.9.2 et 4.3.9.3	Sans objet	
8	Campagne de mesures des PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet	

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection n'a pas mis en évidence de non-conformité majeure. Le site est considéré comme bien géré.

### 2-4) Fiches de constats

N°1 : Garanties financières

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/03/2019, article 1.6.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Renouvellement de l'acte de cautionnement
<b>Prescription contrôlée –</b> [...] le renouvellement des garanties financières intervient au moins trois mois avant la date d'échéance [...] Pour en attester, l'exploitant adresse au Préfet, au moins trois mois avant la date d'échéance, un nouveau document dans les formes prévues [...].
<b>Constats du 15/01/24 –</b> L'attestation actuelle de cautionnement des garanties financières expire le 20/03/24.  L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de lui adresser, par retour, l'acte de cautionnement à jour de ses garanties financières.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N°2 : Situation administrative

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/03/2019, article 1.2.2
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Consistance des installations
<b>Prescription contrôlée –</b> Installations classées concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées
<b>Constats du 15/01/24 –</b> L'examen des activités exercées laisse apparaître que le broyage de déchets verts (rubrique 2794) n'est actuellement pas réalisé dans l'établissement.  L'exploitant doit s'interroger sur le maintien de cette activité dans son arrêté préfectoral. Le cas échéant, il lui appartiendra de présenter un porter à connaissance (PAC) mettant à jour son arrêté, notamment les prescriptions qui découlent directement de la prise en compte de cette activité, (articles 1.2.2, 1.8.3, 3.2.2.3, ...).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N°3 : Traçabilité des terres excavées

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement, article R. 541-43
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Traçabilité des terres excavées – Bordereaux électroniques
<b>Prescription contrôlée –</b> I. Pour l'application du I de l'article L.541-7, les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets, les collecteurs, les transporteurs, les négociants, les courtiers, et les exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de déchets tiennent à jour un registre chronologique de la production, de l'expédition, de la réception et du traitement de ces déchets et des produits et matières issus de la valorisation de ces déchets. Ce registre est conservé pendant au moins trois ans. [...]
<b>Constats du 15/01/24 –</b> L'exploitant dispose d'un fichier numérique interne de gestion des terres excavées et enregistre l'intégralité de la traçabilité de son activité dans le registre national des déchets (RNTDS). Cette gestion a été présentée.  Par ailleurs, bien que non imposé par la réglementation en raison du caractère non dangereux des déchets pris en charge par la plate-forme, l'exploitant indique assurer une partie du suivi de son activité sous couvert de BSD électronique renseigné dans l'outil numérique Trackdéchets, ceci en raison de demandes spécifiques de certains apporteurs qui représentent environ 2 % de l'activité du site.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N°4 : Admission et caractérisation des déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/03/2019, articles 9.3.1, 9.3.3, 9.3.4 et 9.3.5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Admission des déchets
<b>Prescription contrôlée –</b> Art 9.3.1 [...] Les terres polluées autorisées respectent des critères d'acceptation préalable définis d'une part pour s'assurer du caractère traitable sur le site et d'autre part pour s'assurer du caractère non dangereux [...]  Art 9.3.3 et 9.3.4 [...] Pour être admis sur le site, les terres satisfont à la procédure d'information préalable et d'acceptation préalable et aux contrôles à l'arrivée sur le site [...]  Art 9.3.5 Afin de s'assurer du caractère non dangereux des terres reçues, l'exploitant s'appuie sur un outil interne développé par le groupe ORTEC qui, en fonction de la composition du déchet, détermine le caractère dangereux ou non. Une fois par an, l'exploitant fait procéder à une



campagne de caractérisation complète d'un déchet réceptionné selon les propriétés de dangers HP afin de s'assurer de la validité de l'outil cité ci-avant.

**Constats du 15/01/24** – Art 9.3.1 et 9.3.3 – L'exploitant structure son processus d'acceptation des terres polluées en deux étapes. La première relève de la responsabilité du producteur qui caractérise ses déchets soit selon la méthodologie nationale de gestion des sites et des sols pollués (notamment pour les projets de réaménagement disposant de diagnostics réalisés par des bureaux de contrôle), soit en fournissant un rapport d'analyses dont les caractéristiques exhaustives et maximales sont fixés à l'article 9.3.1 de l'arrêté d'autorisation. Dans la pratique, l'exploitant indique limiter volontairement la concentration de certains paramètres.

Art 9.3.4 – La seconde, à l'arrivée de chaque chargement, les entrants font l'objet d'une pesée et d'un contrôle visuel qui conduit à extraire les macro-déchets (erreurs de tri) et à rechercher des odeurs ou des couleurs particulières. Par ailleurs, l'exploitant constitue un échantillon moyen des terres à partir de prélèvements effectués, par batch d'au plus 250 m<sup>3</sup> qu'elle fait analyser et compare aux critères fixés par son arrêté.

Les examens et les résultats conditionnent la prise en charge définitive des déchets qui donnent lieu à une fiche d'identification (consultée par sondage). Ces deux étapes conditionnent l'admission des terres sur la plate-forme. À défaut, elles font l'objet d'un refus et sont redirigées vers une autre installation.

À noter que la pesée est réalisée à l'entrée de la carrière de La Clarté et que le chargement ne peut être admis que si une fiche d'identification et un BSD sont émis.

**L'inspection des installations classées considère que le processus respecte les prescriptions référencées.**

Art 9.3.5 – La procédure « Contrôle des procédés », qui gère notamment l'admissibilité des déchets, prévoit l'utilisation de l'outil interne développé par ORTEC pour s'assurer du caractère non dangereux des terres reçues en fonction de la composition du déchet (présenté pendant la visite). L'outil permet également d'évaluer l'éventuel statut Seveso de la plate-forme (jusqu'à présent négatif).

**L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de lui transmettre l'évaluation annuelle de son outil interne.**

**L'inspection des installations classées relève un point de fragilité dans le dispositif : c'est le concepteur de la méthode d'évaluation (la société EODD) qui assure le suivi périodique de sa performance et que cette évaluation s'appuie sur les seuls critères d'acceptabilité prescrits et les déclarations du fournisseur du déchet.**

En outre, il est relevé que le site est susceptible d'admettre des chargements issus de situations d'urgence, par exemple des accidents.

**L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de compléter sa procédure « Contrôle des procédés » afin d'intégrer la gestion de ces situations particulières.**

**Type de suites proposées :** Susceptible de suite

**Proposition de suites :** Sans objet

#### N°5 : Prélèvement et consommation d'eau

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 21/03/2019, article 4.1.1

**Thème(s) :** Risques chroniques, Économie de la ressource

**Prescription contrôlée** – Art 4.1.1 [...] Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours sont réservés aux usages sanitaires, aux opérations d'entretien du site et des matériels et éventuellement à la limitation des envols de poussières des équipements (brumisation). La consommation annuelle d'environ 110 m<sup>3</sup> est

assurée par une connexion au réseau AEP [...]
[...] le recyclage des eaux de pluie est prioritaire au prélèvement d'eau dans le milieu.
<p><b>Constats du 15/01/24</b> – En 2022, la consommation d'eau du réseau public est de 98 m<sup>3</sup> pour les eaux sanitaires, l'entretien du site et le nettoyage des engins. Le volume d'eau réutilisé, eaux de process et eaux pluviales, est de 2 650 m<sup>3</sup>.</p> <p>En 2023, la consommation d'eau du réseau public est inférieure à 26 m<sup>3</sup>. L'exploitant a indiqué qu'au cours de 2024 des travaux seraient réalisés pour accroître la réutilisation des eaux pluviales récupérées dans le bassin de régulation et que les seuls prélèvements sur le réseau seraient destinés aux sanitaires des personnels.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 6 : Prévention de la pollution des eaux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/03/2019, article 4.3.9.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Gestion des eaux pluviales – Régulation des eaux
<p><b>Prescription contrôlée</b> – Les eaux pluviales ruisselant sur la plateforme (plateforme entièrement revêtue d'un enrobé) sont toutes considérées comme potentiellement polluées [...].</p> <p>Les eaux pluviales ruisselant sur la plateforme et sur les voies de circulation à l'entrée du site, y compris la base vie et le parking associé sont captées par les dispositifs de collecte puis dirigées vers un bassin de stockage après transit par un avaloir débourbeur puis un séparateur à hydrocarbures. Le bassin, dont l'étanchéité est faite par une géomembrane PeHD, dispose d'une capacité de stockage utile de 2 100 m<sup>3</sup> [...]</p> <p>Les eaux du bassin sont rejetées au milieu naturel par action volontaire (poste de relevage), après validation analytique et traitement complémentaire éventuel (charbon actif, filtre à sable, etc.) via le fossé traversant la partie Sud de l'emprise de la carrière (sous-bassin versant du ruisseau de Ker Robert, bassin versant du marais de Brière).</p>
<p><b>Constats du 15/01/24</b> – La plate-forme est entièrement imperméabilisée entourée de bordure béton évitant les écoulements d'eau à l'extérieur de la zone d'activité.</p> <p>Toutes les eaux pluviales du site sont collectées et envoyées vers un bassin étanche de 2 100 m<sup>3</sup> après passage dans un débourbeur et séparateur d'hydrocarbures.</p> <p>L'exploitant déclare plusieurs fonctions à son bassin dont la régulation d'une pluie décennale, la restitution des eaux au milieu naturel à débit maîtrisé (3 l/s/ha, référencé par le SDAGE), le confinement des eaux d'extinction et l'utilisation des eaux stockées à des fins de défense incendie ou de besoins industriels (arrosage, nettoyage...) évitant les prélèvements sur le réseau public ou dans les eaux d'exhaure de la carrière plutôt que de les rejeter.</p> <p>Les usages multiples de l'ouvrage appellent à une gestion des volumes du bassin qui doivent être définis afin que toutes les fonctions souhaitées soient remplies dans des conditions satisfaisantes. En premier lieu, chaque volume doit être calculé et une échelle limnimétrique doit être implantée pour les repérer.</p> <p><b>Par conséquent, l'inspection des installations classées demande à l'exploitant d'évaluer ou de vérifier les volumes nécessaires à chaque fonction qu'il souhaite voir remplie par le bassin et d'implanter une échelle limnimétrique qui permet d'identifier chacun de ces volumes. En particulier, il sera nécessaire de déterminer une zone de garde (non pompable en raison des décantats, tenant compte du rythme de curage de l'ouvrage), le volume correspondant aux utilisations d'eaux et le volume disponible au-dessus de la côte décennale avant débordement du bassin.</b></p> <p>À noter que l'exploitant a prévu de curer le bassin au cours de l'année 2024 (un relevé de</p>

bathymétrie a permis de mesurer une hauteur de boues de 12 cm en fond de bassin).
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N°7 : Gestion des effluents

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/03/2019, articles 4.3.9.2 et 4.3.9.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Gestion des effluents de la biopile
<p><b>Prescription contrôlée – Art 4.3.9.2 –</b> Les eaux de procédé résultent de la percolation des eaux au travers de la biopile. Elles sont collectées par un dispositif de caniveaux, regards et collecteurs et acheminées vers une cuve étanche de récupération enterrée (cuve double peau).</p> <p>Ces eaux sont réutilisées en circuit fermé.</p> <p>En cas de surplus, elles sont soit transférées au bassin de gestion des eaux pluviales de la plateforme après validation analytique des critères de rejet et traitement sur site éventuel (conformité aux valeurs limites définies), soit éliminées en filières externes agréées (déchets).</p> <p>Art 4.3.9.3 – Suivi et surveillance des rejets du bassin</p>
<p><b>Constats du 15/01/24 –</b> Les effluents de la biopile sont collectés dans une cuve enterrée de 10 m<sup>3</sup> et réutilisées pour l'humidification des andains en cours de traitement et l'ensemencement des déchets verts.</p> <p>A date aucun surplus d'effluent n'a été détecté. Dans l'éventualité d'excédents, l'exploitant prévoit des traitements préalables par un module de séparateur d'hydrocarbures, filtre à sable et filtre à charbons actifs avant renvoi dans le bassin de régulation.</p> <p>Les excédents du bassin sont rejetés par pompage et par batch, ce qui permet de contenir une pollution ou des effluents non conformes dans le bassin. Pour chacun des 3 rejets effectuées en 2022 et les 4 en 2023, l'exploitant a procédé à des analyses préalables qui n'ont montré aucun dépassement des concentrations des paramètres prescrits.</p> <p>L'exploitant rend compte de ce suivi dans son rapport annuel. Dans le cadre de son suivi, l'exploitant procède à des analyses mensuelles des eaux du bassin dont il rend les résultats dans le rapport annuel. Ce reporting doit distinguer les analyses de suivi des eaux du bassin de l'autosurveillance des rejets, car le dépassement d'une concentration ne constitue pas une non-conformité à l'arrêté d'autorisation dans le cadre du suivi en l'absence de rejet.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N°8 : Campagne de mesures des PFAS

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté ministériel du 20/06/2023, article 4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Surveillance des PFAS
<b>Prescription contrôlée –</b> Réalisation des campagnes de mesures PFAS
<p><b>Constats du 15/01/24 –</b> Pour tenir compte des dispositions de l'AM du 20/06/23, l'exploitant a prévu la réalisation des campagnes de mesures des PFAS à compte du mois de mars, ce qui correspond au calendrier d'application du texte à l'établissement.</p> <p>Les prestations des bureaux d'études sont d'ores et déjà programmées.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/03/2019, articles 3.2.2.1 et 3.2.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Surveillance des émissions de la biopile
<p><b>Prescription contrôlée</b> – Art 3.2.2.1 – Les terres polluées par des composés volatils sont traitées en biopile associée à un biofiltre (bâchage et aspiration de l'air). Dans le cas de terres polluées en composés organohalogénés, le traitement de l'air extrait par le biofiltre est complété par un filtre à charbon actif. [...]</p> <p>Art 3.2.3 – Fréquence de surveillance</p> <p><b>Constats du 15/01/24</b> – L'exploitant a mandaté le bureau GINGER LECES pour l'exécution de la surveillance semestrielle des émissions en sortie de filtre de la biopile pour rendre compte des émissions du process biopile (GINGER LECES, rapports RC41231 et RC41928 suite intervention des 21/06/2022 et 11/10/2022).</p> <p>Le rapport RC41231 fait état de deux passages de l'intervenant. Le premier, effectué le 21/06/2022, rend compte de mesures de vitesse de circulation de l'air sur les points 1 à 4 du plan fourni et d'une mesure de poussières au point 1. Le second, réalisé le 30/06/2022, fait état de mesures de COV, NH<sub>3</sub> et H<sub>2</sub>S aux points 1, 3 et 5.</p> <p>Le rapport RC41928 fait état d'essais, dénommés 1, 2 et 3, sans se référer à des points de mesures, effectuées le 11/10/2022, pour l'ensemble des paramètres dont la surveillance est prescrite.</p> <p>Les résultats présentés ne laissent apparaître aucun écart aux valeurs limites fixées.</p> <p>Par contre, les rapports nécessitent d'être harmonisés dans leur rédaction et accompagner de commentaires quant aux conditions de prélèvements : en particulier, pourquoi deux passages en juin avec des points différents de prélèvements et quelle différence entre les points de mesures et les essais ?</p> <p><b>L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de porter une attention particulière à la qualité des rapports de contrôle. En outre, les points de prélèvements doivent être constants au fil des campagnes de mesure pour favoriser l'émergence d'une tendance par comparaison des résultats au cours des années.</b></p> <p>En dernier lieu, le bureau de contrôles relève une zone du biofiltre moins recouverte de substrat de laquelle se dégagent des émissions gazeuses, ce qui est de nature à modifier l'aéraulique du filtre donc la qualité du traitement des gaz et perturber les analyses. Ce constat a été fait au cours des deux campagnes successives de prélèvements de l'année 2022.</p> <p><b>L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de vérifier la géométrie et l'aéraulique du biofiltre afin d'éviter la création de chemins privilégiés de circulation des effluents gazeux qui limiteraient l'efficacité du traitement.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet